

Contrat de Plan Régional de Développement des Formations

Eléments de situation régionale

Dernières modifications le 16 septembre 2010

Données socio économiques régionales

- 2.5 M d'habts ¹
- 1,002 M d'actifs
- 56 586 établissements ²
- 605 706 salariés du secteur privé ²
- 67,5 milliards d'euros de PIB en région Centre en 2008 ³
- 8.8% de taux de chômage, 17.9% pour les moins de 25 ans ; 38.4% de chômage de longue durée et la part des femmes est de 51 % ⁴
- 72.6% de taux d'activité (69.7% en France Metr) des 15-64 ans et 46.1% des 15-24 ans ⁵ contre 39.5% en Languedoc Roussillon (le taux le plus faible)
- 14.22% de la population est titulaire d'un bac, avec de fortes disparités selon la zone d'emploi ⁵

Sources

¹ INSEE Centre : RGP 2006 et estimations 2008

² UNISTATIS : statistiques champ UNIEDIC au 31 déc 2009

³ INSEE Centre 2010

⁴ cat ABC, Pôle Emploi, DARES, 1er trimestre 2010

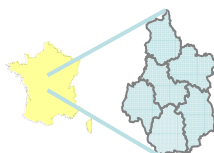
⁵ INSEE statistiques locales 2007



La région se classe au 11e rang pour son PIB par habitant en 2008, alors qu'elle était au 7e rang en 2000 selon l'Insee.

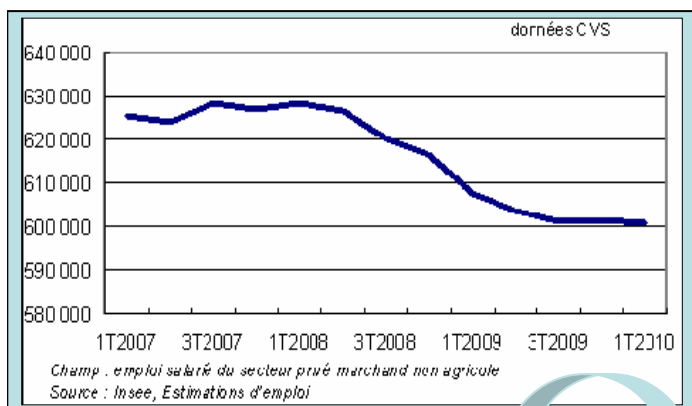
Insee Centre, Données économiques et Sociales, édition 2010

La crise de 2008 a provoqué une forte augmentation du taux de chômage et a impacté les publics les plus fragiles. Le taux de chômage des jeunes est plus élevé d'un point que le taux national et le chômage de longue durée plus élevé de plus de deux points.



La région Centre reste une région à fort taux d'activité des jeunes et où le niveau de formation se situe dans la moyenne nationale.

Emploi salarié de la région Centre



Au niveau national, la Dares souligne qu'en 2009, les effets de la crise ont plutôt concerné les formes d'emploi les moins flexibles [CDI et CDD], alors que l'intérim est déjà reparti à la hausse en cours d'année.

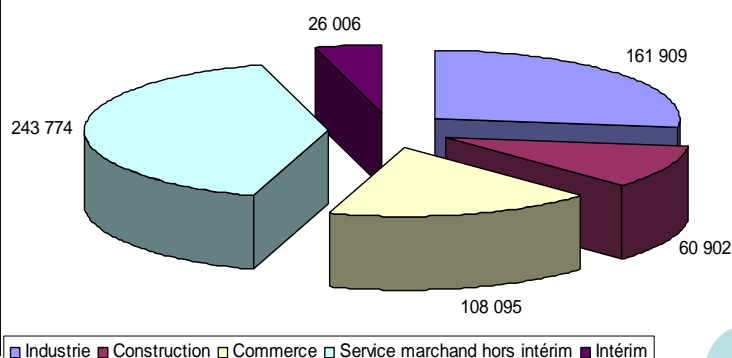
DARES, Analyses n°050, juillet 2010

Au niveau régional, on observe la forte représentation du secteur tertiaire tandis que le secteur de l'industrie poursuit sa détérioration. La baisse de l'emploi dans l'industrie est à mettre en parallèle avec la forte reprise de l'augmentation du recours à l'interim sur 1 an, après avoir chuté aux débuts de la crise.

Emploi salarié en CVS fin de trimestre

	Nombre	Evolution
	de salariés	sur 1 an
	1er trim, 2010	1er trim, 2010
Secteurs		
Industrie	161 909	-5,2
Construction	60 902	-2,4
Commerce	108 095	-1,4
Service marchand hors intérim	243 774	0
Intérim	26 006	24,5
Centre	600 686	-1,1

Emploi salarié en CVS fin de trimestre (1er trimestre 2010)



Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole
Source : Insee, estimations d'emploi

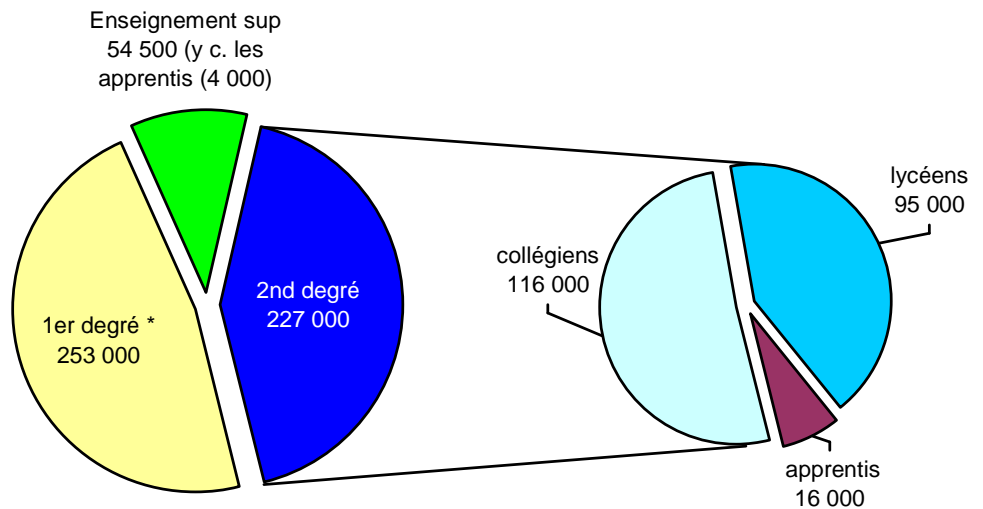
Formation initiale

Indicateurs clés et évolution de 2004 à 2009



Un habitant de la région sur cinq fréquente un établissement d'enseignement, malgré un faible taux de scolarisation avant trois ans et après seize ans.

Source Insee

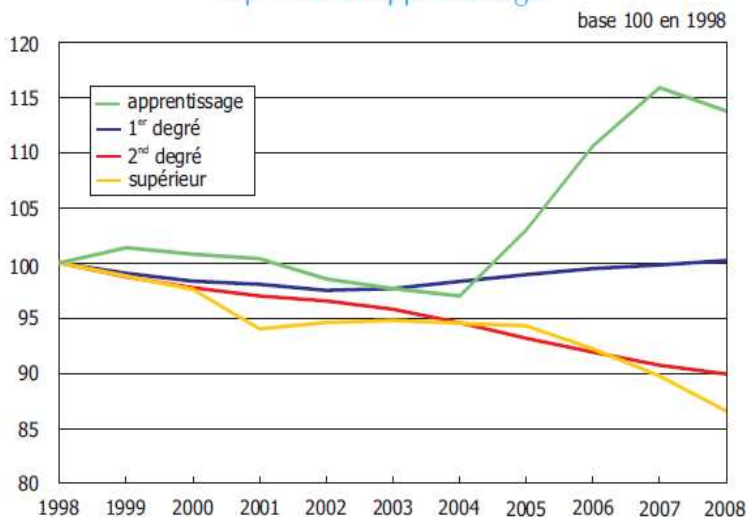


Effectifs scolarisés dans les établissements publics et privés de la région Centre

Indicateurs - clés	Constat PRDF 2004	Constat 2009 (ou dernières données disponibles)	Indice de progression
Recensement : classe d'âge 15 - 19 ans	158 769	155 136	↘
Effectifs – flux d'entrants (lycées, CFA, écoles san&soc)	33 965	33 213	→
Proportion de bacheliers dans une génération	60 %	62.4 %	↗
Taux d'accès des bacheliers à l'enseignement supérieur	69 %	64.6 %	↘
Flux annuel de sortants du système éducatif sans qualification	3 000 7.8 %	1 672 5.4 %	↗

Maîtriser les effets de l'évolution démographique sur celle du système de formation

Évolution des effectifs dans le 1^{er} degré, 2nd degré, supérieur et apprentissage

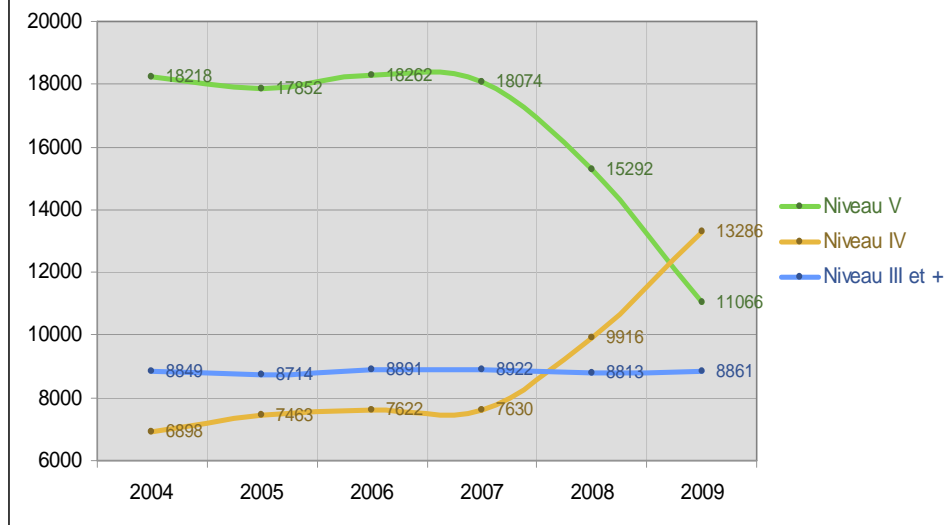


Sources : Rectorat BEA ; Inspections académiques ; Universités et SIFA

- Baisse constante des effectifs dans le 2nd degré, liée en partie à la baisse démographique (- 7 200 jeunes de 15 à 19 ans depuis 2004).
- Baisse marquée des effectifs dans l'enseignement supérieur.
- Hausse significative des effectifs en apprentissage : + 16 % entre 1998 et 2008.

Élever le niveau de formation et de qualification des jeunes

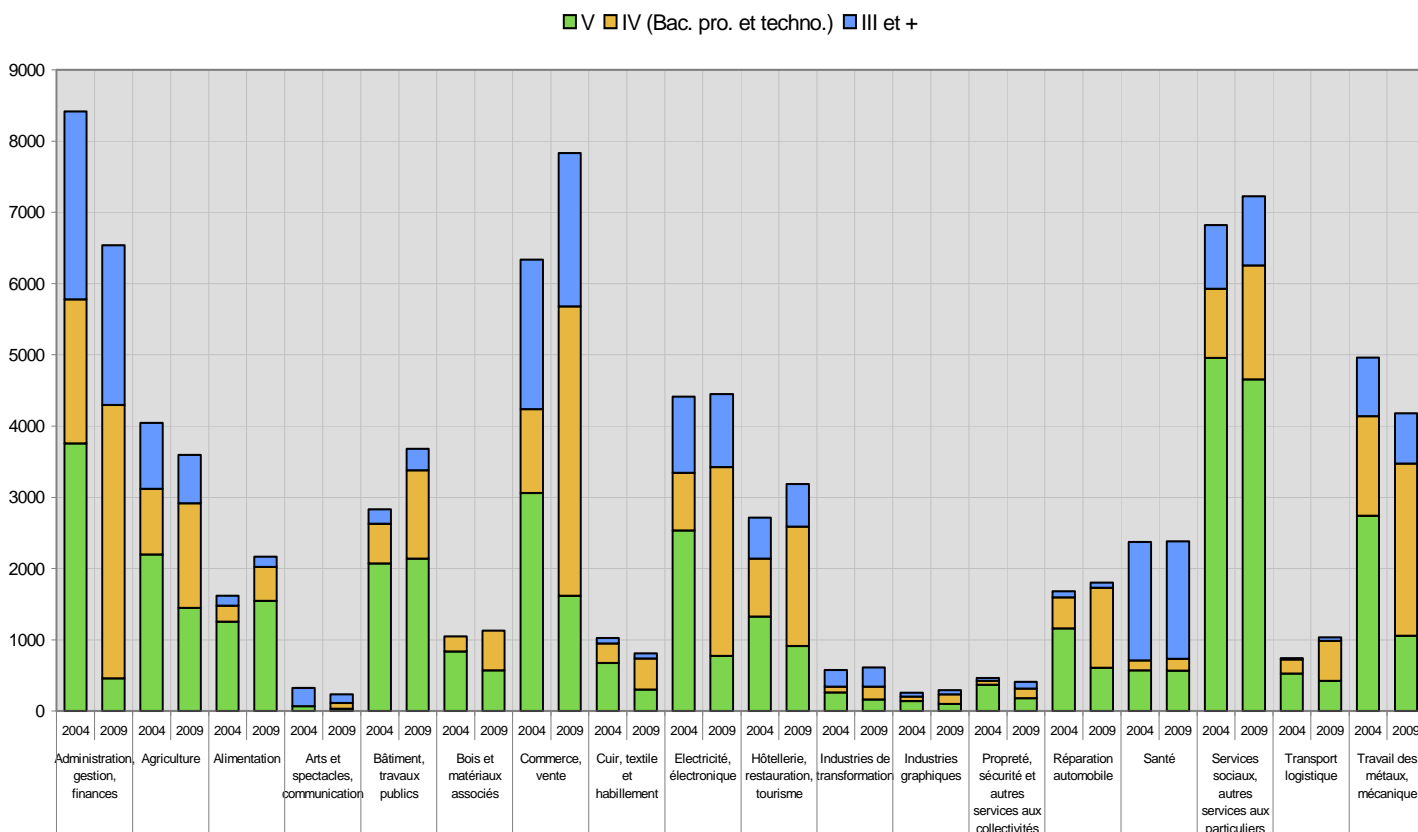
Évolution des effectifs (lycéens, apprentis, élèves des écoles san & soc), par niveau de formation



L'impact de la réforme de la voie professionnelle sur l'élévation des effectifs de niveau IV de formation

La carte des formations a été considérablement modifiée à la rentrée 2009 avec la généralisation des baccalauréats professionnels en trois ans. Cette réforme va dans le sens de l'élévation des niveaux de formation et de qualification des jeunes, en privilégiant l'accès au niveau IV. Pour autant, le risque de décrochage chez certains jeunes n'est pas négligeable. Ce nouveau cursus en trois ans (au lieu de quatre) risque en effet d'exclure les jeunes les plus en difficultés. C'est pourquoi il faut rester vigilant et maintenir une offre de niveau V suffisante sur les territoires pour permettre aux jeunes d'acquies un premier niveau de qualification.

Évolution des effectifs 2004-2009 par domaine et par niveau



L'impact de la réforme de la voie professionnelle sur la répartition des effectifs par niveau de formation et par domaine professionnel

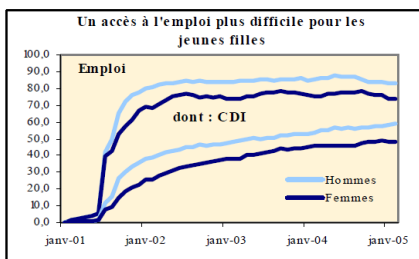
Des transformations structurelles importantes ont eu lieu dans certains domaines professionnels : baisse massive des effectifs, disparition du niveau V au profit du niveau IV... Ces adaptations doivent permettre de renforcer la cohérence entre les formations existantes et de les mettre au mieux en lien avec les besoins économiques et sociaux de la région.

Préparer à une insertion durable dans le monde du travail

Indicateurs	Constat PRDF 2004	Constat 2008	Indice de progression
Taux d'insertion des lycéens	58 %	61 %	↗
Taux d'insertion des apprentis	68 %	74 %	↗

L'insertion professionnelle des lycéens comme des apprentis a considérablement progressé entre 2004 et 2008. Sept mois après leur sortie du système éducatif, 61% des lycéens et 74 % des apprentis occupaient un emploi (contre 58 % et 68 % en 2004). L'écart entre les lycéens et les apprentis s'est creusé, demeurant toujours en faveur des seconds.

2009 et 2010 s'annoncent toutefois moins favorable. Comme partout en France, la crise économique a touché en priorité les jeunes de moins de 25 ans, avec près d'un jeune actif sur cinq au chômage (soit près de 27 000 jeunes). Ce sont, pour le plus grand nombre, des jeunes sortis du système scolaire ou universitaire avec un niveau de formation très faible.



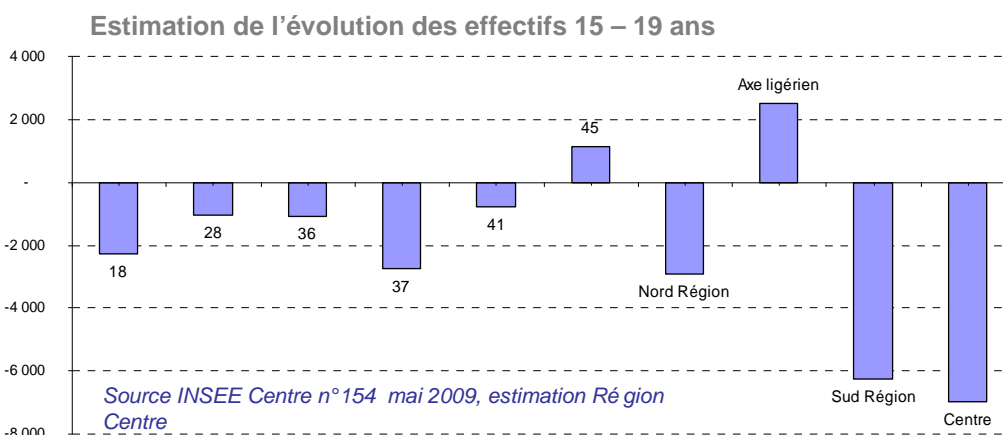
Source : LEO- Centre associé au Céreq

Un accès à l'emploi plus difficile pour les jeunes filles

L'accès à l'emploi est plus lent pour les jeunes femmes. Un an après leur sortie du système de formation professionnelle, 80,7 % des jeunes hommes sont en situation d'emploi et seulement 68,4 % des jeunes femmes. Deux ans après leur sortie de formation, si la situation des femmes s'est améliorée (73,4 % en emploi), l'écart avec les hommes est toujours aussi important.

Si un haut niveau de formation constitue un atout en faveur de l'obtention d'un emploi, il n'élimine pas pour autant les écarts entre les femmes et les hommes, même s'il les atténue pour les niveaux de formation les plus élevés.

Prospective 2005 / 2030 : évolution des jeunes de moins de 20 ans



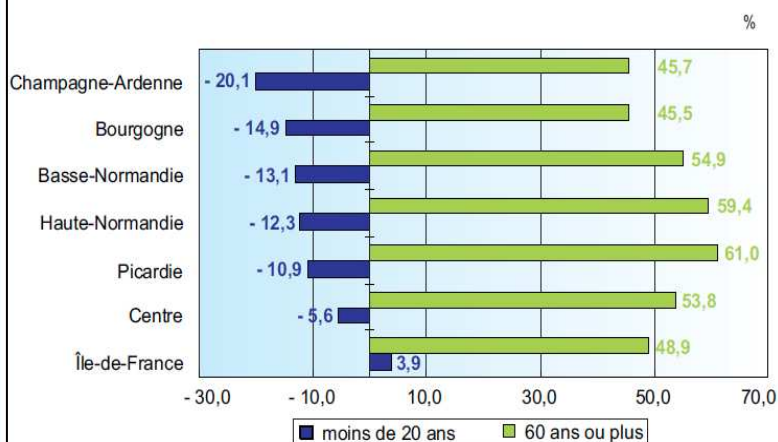
Source INSEE Centre n°154 mai 2009, estimation Région Centre

En 2030, si les tendances démographiques récentes se poursuivaient, la région Centre compterait 2 652 000 habitants, soit 6,5 % de plus qu'en 2005. La structure par âge de la population régionale se modifierait profondément durant ces 25 années. La proportion de seniors augmenterait de 10 points, dépassant celle des jeunes de moins de 20 ans dès 2009.

La baisse des jeunes de moins de 20 ans serait de 6 %. L'axe ligérien afficherait une hausse de ses jeunes effectifs, de 4 % sur la période de projection, mais pour une progression bien supérieure de sa population. Au niveau départemental, seul le Loiret verrait son nombre de jeunes augmenter. Les autres départements connaîtraient une baisse, le Cher et l'Indre et Loire étant les plus touchés.

En 2030, le sud régional compterait 214 seniors pour 100 jeunes, contre 158 pour le nord et 128 pour l'axe ligérien.

Évolution du nombre de jeunes et de seniors des régions du Bassin parisien entre 2005 et 2030



Source : Insee, Omphale 2005 (scénario central).

Si les tendances passées se prolongeaient, le Centre serait l'une des régions les plus dynamiques du Bassin parisien. Les moins de 20 ans diminueraient en région Centre dans une proportion plus faible que dans les autres régions, hormis l'Île de France.

Formation tout au long de la vie en région Centre

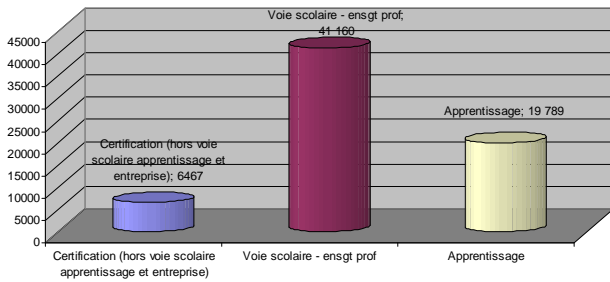
Développer l'accès à la certification :

Taux d'accès à la formation certifiante chez les jeunes et les adultes

Ces graphiques prennent en compte les données disponibles au niveau régional.

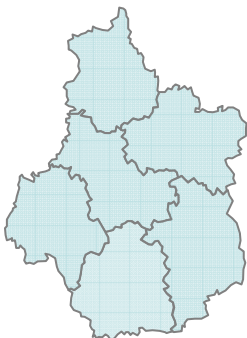
Les formations certifiantes réalisées dans le cadre du plan de formation des entreprises ne sont pas représentées. De plus, le tableau de bord VAE ne fait pas apparaître l'âge des bénéficiaires. La valeur indiquée pour les jeunes de moins de 26 ans est de ce fait nulle.

Jeunes de moins de 26 ans en formation certifiante en 2009

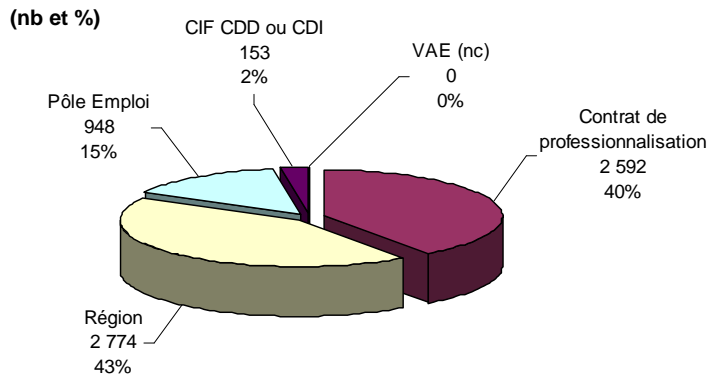


Plus de 1 600 jeunes sortent chaque année sans qualification du système éducatif.

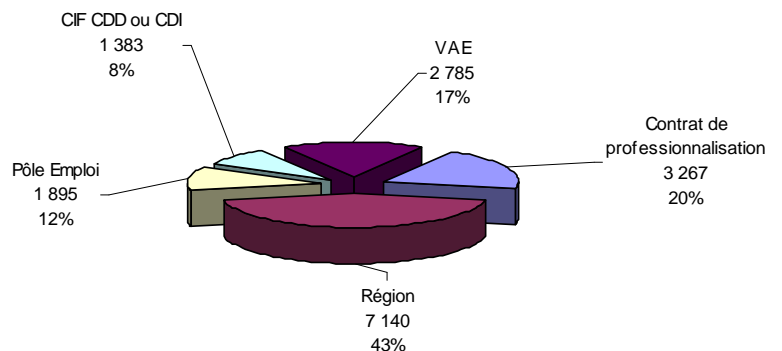
Pour autant l'accès à la certification 2ème chance, hors plan de formation de l'entreprise et hors voie scolaire reste très faible.



Jeunes de moins de 26 ans en formation certifiante en 2009 (nb et %)

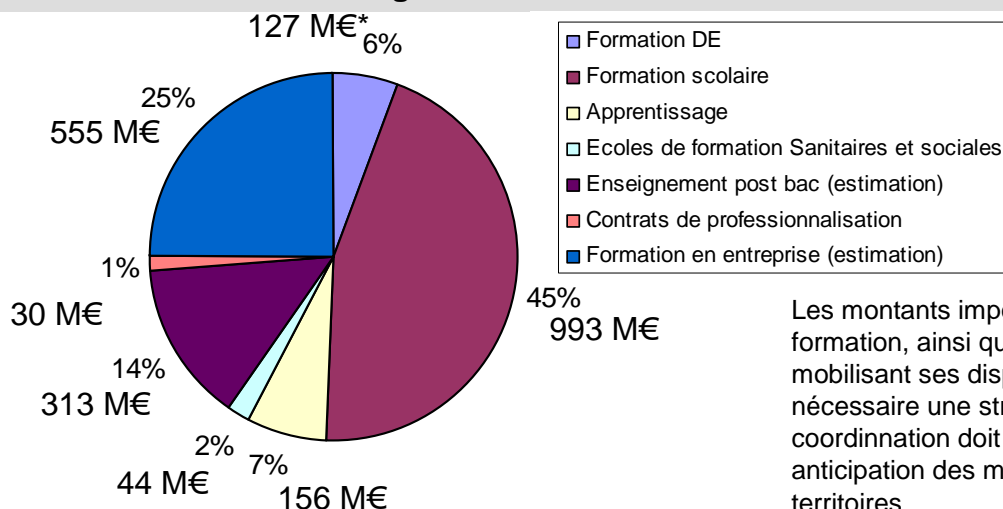


Public en formation certifiante en 2009 tout âge – hors voie scolaire et apprentissage (nb et %)



Coordonner les politiques des différents acteurs :

2.3 milliards d'euros en région Centre en 2007



Les montants importants alloués à la formation, ainsi que le nombre d'acteurs mobilisant ses dispositifs, rendent nécessaire une stratégie partagée. Cette coordination doit permettre une meilleure anticipation des mutations à l'oeuvre sur les territoires.

* Tous les montants du graphique sont exprimés en millions d'Euros

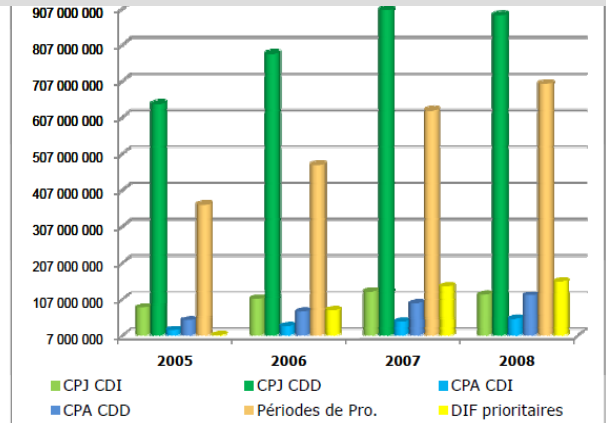
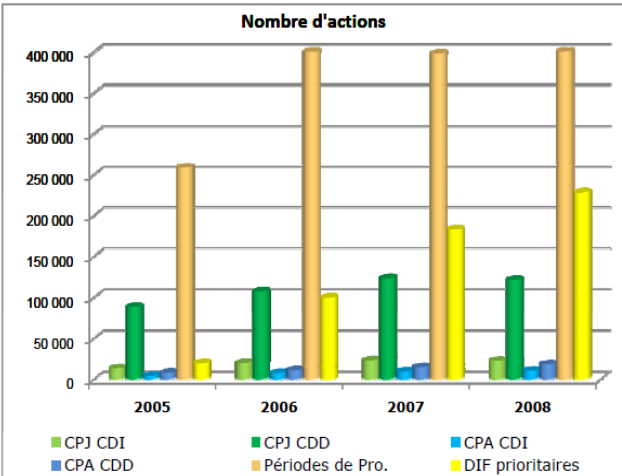
Sources : tableau de bord CNFPTLV pour la région Centre et estimations

Une évolution nette de la professionnalisation depuis l'ANI de 2003

Evolution 2005-2008 de la professionnalisation

On observe une nette augmentation des engagements mis en œuvre depuis 2005, même si 2008 voit une baisse concernant la mobilisation des contrats de professionnalisation des jeunes.

Le nombre d'actions de périodes de professionnalisation est marquant. Le nombre de DIF prioritaires ne cesse d'évoluer, tandis que l'utilisation des contrats de professionnalisation reste faible et les contrats de professionnalisation jeunes (CPJ) subissent une baisse de 2 % en 2008.

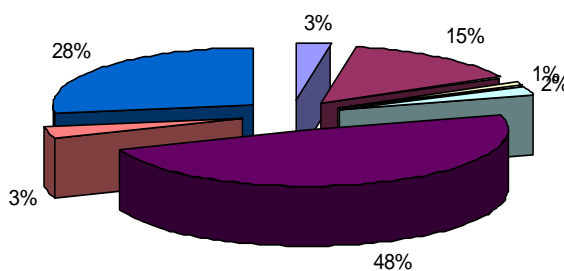
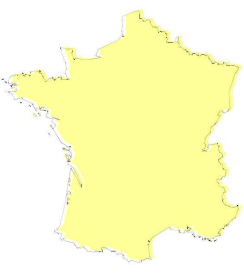
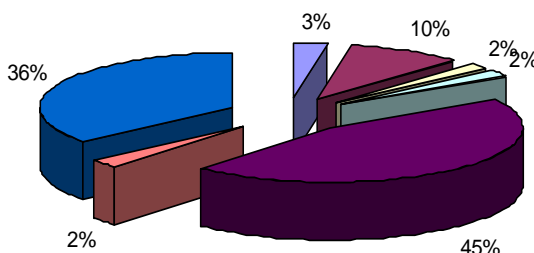
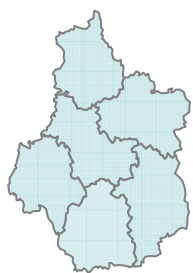


Tableaux extraits de l'Enquête qualitative FUP 2008 sur les dispositifs de professionnalisation des OPCA

"S'agissant du taux d'accès à la formation, si l'on excepte la période de professionnalisation et du Dif, ce ne sont pas les plus formés au départ qui accèdent le plus à la professionnalisation, mais ceux de niveau IV", a affirmé Ambroise Bouteille.

Evaluation de l'ANI de 2003 par le cabinet Ambroise BOUTEILLE, mai 2008

Part des dispositifs de professionnalisation en 2008



- Contrat de pro Jeunes CDI
- Contrat de pro Jeunes CDD
- Contrat de pro Adultes CDI
- Contrat de pro Adultes CDD
- Périodes
- Tuteurs Actions de formation
- DIF prioritaires

- Les périodes de professionnalisation représentent près de la moitié des dispositifs mobilisés en 2008 mais à un niveau inférieur qu'au niveau national.
- Les DIF prioritaires sont consommés plus largement en région Centre qu'en France (36% contre 28%).
- Les contrats de professionnalisation restent sous utilisés (17% en région et 21% en France)

Un bilan mitigé et des évolutions sans doute remises en cause par la crise économique

En mai 2008, le CPNFP rendait public le bilan de l'ANI de 2003 commandité auprès de 4 cabinets privés. Le bilan faisait apparaître une première satisfaction avec une hausse du volume des actions de formation de plus de 46 % en 4 ans, liée notamment à la hausse des contributions des entreprises. On notait un autre point positif lié à une plus grande égalité d'accès à la formation. L'analyse des pratiques montrait cependant l'écueil d'une "anticipation limitée des besoins en formation, via une GPEC par exemple".

Reste à analyser les résultats de l'accès à la formation depuis 2008 et la consommation des dispositifs de formation pour 2009 et 2010. A ce jour, les données statistiques relatives à ces années ne sont pas disponibles. Pourtant, on peut craindre la réaction des entreprises face à la crise, qui, lors des récessions passées, ont eu tendance à baisser fortement leurs investissements en formation (Bref n°267, CEREQ, sept 2009).

Pour autant, l'OCDE rappelle dans son rapport "Regard sur l'éducation en 2010", que face à une récession mondiale qui continue de peser sur l'emploi, l'éducation constitue un investissement essentiel pour répondre à des évolutions technologiques et démographiques qui redessinent le marché du travail »,

